

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018



Réunion Grenelle Contrat de transition écologique
Le 11 avril 2018

Diffusion du film présentant le débat PPE.

Ouverture

Philippe RAPENEAU

- TEPCV (loi de Transition écologique pour la croissance verte, 2015), VR, mobilité (vélo, bus gaz), TVB, SEE, volonté d'être précurseur (Energido)
- Financements transition écologique et énergétique : 15 à 20 millions euros / an mobilisés par la CUA (Communauté urbaine d'Arras)
- Souhait de mobilisation : élus, partenaires, Etat, Département, monde associatif, monde économique (rappel des 3 priorités du mandat : emploi, logement, mobilité)
- La salle pleine le rend serein pour l'avenir

Fabien SUDRY

- Le CTE (Contrat de transition écologique) ne doit pas être un contrat de plus. Il est une démarche innovante, transversale (tous les acteurs publics et privés), territoriale et participative. Les milieux professionnels et économiques ont leur place à prendre. Tous les citoyens peuvent être acteurs.
- Le CTE est suivi au plus haut sommet de l'Etat en vue d'être dupliqué sur d'autres territoires.
- La CUA a été choisie car il s'y passe des choses intéressantes dans ce domaine. Le ferment / terreau était présent pour aller plus vite. Aussi, la démarche REV3 (Troisième révolution industrielle dans les Hauts-de-France) en Région s'articule bien avec le CTE.
- L'Etat peut et veut être facilitateur. Il l'a d'ailleurs été dans la construction de cette démarche de CTE initiée il y a 3 mois via un collectif associant tous les services de l'Etat. Accompagnement administratif, technique et financier. La démarche va bien au-delà d'une logique financière.

Chantal JOUANO

- La CNDP (Commission nationale du débat public) ne pouvait pas être absente de cette réunion Grenelle !
- La CNDP est une autorité administrative indépendante. Elle doit garantir l'information et la participation du public sur les thèmes relatifs à l'aménagement et permettre à tous les citoyens de s'exprimer.
- En ce moment il y a le débat sur la PPE élaborée pour les 5 ans à venir : 70 rencontres, 400 citoyens tirés au sort, un questionnaire, un forum en ligne, etc.

Philippe VASSEUR

- La France est un pays qui a le syndrome gaulois ; mettre tout le monde ensemble est dur...
- REV 3 : volonté politique tous bords confondus, tous mondes confondus : construction d'une vision collective. Tous les acteurs se mettent au service d'un projet : clé de la réussite.
- A souligner : alternance au Conseil Régional qui n'a pas remis en cause cette démarche. 2018 pour la démarche REV3 : année accélération. Appel à candidatures « Territoires démonstrateurs REV3 ». Il n'est pas question de mettre des territoires en compétition ! Mais d'entraîner les autres territoires par l'exemple. La CUA fait bien évidemment partie de ces territoires démonstrateurs. Philippe RAPENEAU, qu'il connaît depuis de nombreuses années, a toujours eu cette ambition.

5 axes structurants sont définis dans le projet de CTE

➤ **Axe 1 : priorité sur le biogaz et la méthanisation**

La CUA a été choisie pour l'implantation du technocentre régional. Le grand Arras est en pointe dans ce domaine.

Ambition : « Faire des HDF la 1^{ère} Région de biogaz injecté »

Débat public nécessaire en faveur de l'acceptabilité

➤ **Axe 4 : Patrimoine bâti en région mérite d'être réhabilité.** Créer dans cette région une filière industrielle de rénovation (industrialisation de certains procédés, etc.)

Les chefs entreprises trouvent du business (CA, emplois, etc.).

L'efficacité énergétique est au centre des préoccupations de REV3 : Commencer par consommer moins

Les réhabilitations à nos portes ; la CUA peut être dans ce domaine pilote en la matière.

L'ambition de réhabiliter 2 000 logements sur 3 ans sur le territoire de la CUA est tout à fait considérable.

Les entrepreneurs ont la main, on part des acteurs et on mène une démarche collective. Les entreprises doivent s'approprier cette démarche et s'adapter aux mutations en cours. Les collectivités sont là pour les informer, les accompagner (y compris financièrement). Bien sûr c'est un problème de financements, mais ce n'est pas le 1^{er} problème. On peut réussir à le trouver !

Les CCI mettent en place les accélérateurs REV3 : ce dispositif permet d'accueillir des « jeunes pousses » pour développer leurs activités. Il y en aura un bien évidemment le Grand Arras dans les 1ers accélérateurs en Région cette année. Accompagnement pendant 3 mois d'une 10aine de chefs d'entreprises.

1ère table ronde – s’engager pour préserver la ressource

Thierry Parisseaux – Chargé de projets, Pas-de-Calais Habitat (PDCH)

- Tour Cézanne. Quartier Baudimont, à l’Ouest d’Arras. Depuis 2 ans avec la CUA et la Ville : co-construction en partant d’une feuille blanche. Les travaux ont commencé cette semaine. Projet de récupérer les calories perdues (ventilations) en toiture terrasse par une pompe à chaleur et injection dans le système d’ESC collectif. Souhait de tester ce prototype puis de dupliquer.
- Tour Cézanne : emblématique, 17 étages, déperditions importantes par les façades. Effort important en matière d’isolation thermique. Projet global : technique, production ECS mutualisée, volet social : travail avec les habitants pour répondre à leurs attentes, sensibilisation des habitants pour moins consommer sans pour autant modifier les habitudes (gros travail avec service innovation de PDCH), formation avec le Lycée JLC et en partenariat avec le CD2E.
- Attentes PDCH : soutien financier pour assumer les surcoûts ; les dépenses sont multipliées x2. La CUA contribue en ce sens, travail partenariat, insertion avec Regain, accompagnement pour les études.

Monsieur Laurent Leclercq, Gérant Gitec constructions

- Commercialisation de maisons passives, accessibles et reproductibles.
- Se passer de chauffage 90% de l’année, grâce à l’orientation, la conception et l’enveloppe. La technique est possible c’est le budget qui contraint. Souhait de rester < 2 000 € /m², résultat 1 850 € !
- Business pour Gitec Constructions, confort et réduction des coûts pour les habitants. Maison inaugurée en 2014 qui a été habitée pendant 1 an. La maison consomme 60€ de chauffage par an. Température entre 21 et 23°C. 5 maisons ont été construites sur ce modèle.

Monsieur Luc Chatelain, Agriculteur en circuits courts.

- Cueillette de Beaurains. Associé avec son frère.
- Activité de polyculture sur la commune de Beaurains. Transformer la contrainte agricole en zone périurbaine en en faisant un atout. Pour eux, métier nouveau. Concept simple : agriculteur réalise l’amont et le client vient cueillir les productions. 8 ETP sur le site. 20 ha, « jardin géant ». Une personne a pu être réinsérée avec cette activité. Ce projet s’est fait en partenariat avec la commune de Beaurains. Soutient CUA, facilitateur. Réponse attendue sociétale face aux pressions foncières en zone périurbaine avec un besoin de sécurité. Vision à plusieurs années (plantation de vergers notamment).

Monsieur Didier Méritel, Ingénieur Télécom - Vital Equipement

- Concept d’efficacité énergétique. Déploiement d’objets connectés sur la poudrière au sein de la Citadelle, qui ont permis d’identifier des dysfonctionnements des groupes froids : réduction des consommations de 25 000 € sur un an + 65 000 € / an en coût exploitation.
- SNCF : mesurer l’activité pour ensuite corrélérer les consommations. Division par 2 des consommations de gaz. De la phase laboratoire décima va passer à une phase industrielle qui nécessite des financements.

Monsieur Reynald Roche, Maire de Guémappe

- 400 habitants à l'Est de la CUA
- En 2008, opportunité de racheter une ferme, louée quelque temps. En 2013, avec le service d'aide aux communes de la CUA, réflexion sur sa réhabilitation. Cantine, garderie, mairie. 700 000 € investis pour la réhabilitation. Réflexion sur un système de chauffage collectif. Sont allés voir d'autres communes avec ce type de RCU. Chaudière biomasse à pellets pour chauffer les bâtiments communaux. Inauguration en 2017. Auparavant 10 000 € / an de chauffage et aujourd'hui 7 000 € en ayant doublé la surface. Subvention CUA de 103 000 € sous forme de fonds de concours. Au total 70% aides publiques.

Monsieur Michel Anceau, Président de l'ADAV

- Attente aujourd'hui : assurer des linéaires continus et lever les « points durs », les points de rupture (interruption de 100 m pour traverser un carrefour par exemple).
- Nécessité de travailler sur les infrastructures et les services
- Aide à l'achat VAE : très positif
- ADAV effectue des remises en selle pour les locataires VAE avec Artis
- Fête du vélo
- Espère ouvrir un atelier de réparation. Bénéficie d'un local par la ville d'Arras.
- Service de livraisons à vélos se met en place sur Arras : emplois non délocalisables
- Favoriser l'intermodalité

Echanges avec la salle

Jean Jacques COTTEL, Président de la CC Sud Artois

- La CC Sud Artois travaille en étroite collaboration avec la CUA dans le cadre d'un SCOT
- Cette démarche / ces actions de transition énergétique et écologique pourraient également se mettre en place en milieu rural
- TEPCV précédemment
- Manque ingénierie sur leurs territoires ruraux
- Ils aimeraient embrayer sur ces actions énergétiques et écologiques
- La CC Sud Artois souhaite s'associer à ce type de démarche
- Principal souci est la rénovation énergétique des bâtiments : demande à PDCH d'être également (plus) présent sur Bapaume, etc.
- Sont vraiment intéressés par cette mobilisation et cette démarche

Monsieur Serge DECAILLON, Secours populaire français

- Ont besoin d'aller encore plus loin que ce qui se fait déjà
- La fédération du Pas de Calais a mis en œuvre un agenda 21 intitulé pop21
- Lance un appel aux élus et à la CUA pour être partenaire et bénéficier d'accompagnements. 1€ économisé est 1€ de solidarité en plus. Ont besoin d'ingénierie d'accompagnement. Pour eux l'argent est une préoccupation essentielle. Réponse : des solutions existent, l'important est de trouver les bons partenaires.

Il est suggéré au secours populaire de remplir la fiche à la fin du livret pour être accompagné de manière individualisée sur les projets.

2ème table ronde – S’engager pour développer les énergies renouvelables

Louis CARDON, Responsable environnement, Häagen Daas

- Méthaniseurs et cogénération : 2 x 3 000 m³ pour traitement des effluents
- Depuis 10 ans, valorisation du gaz avec cogénération
- Récupération de chaleur sur les installations frigorifiques pour chauffer l’intégralité de l’ECS. Amorti sur moins de 3 ans.
- Sur 12 ans : Electricité : - 30 % / Gaz : - 50 %
- 350 salariés + 200 temporaires. 1 000 emplois indirects. 400 – 500 fermes
- Nouveau projet : autoproduire de l’énergie sur le site grâce à une éolienne et des panneaux photovoltaïques. Ont le terrain, le vent, le besoin permanent et le contexte d’éloignement des habitations.
- Attentes CTE : conseils et financements ; 8 ou 10 ans de temps de retour sur investissement est beaucoup trop long.

Monsieur Stéphan Lefebvre – Directeur de SCARPARTOIS

- Centrale des magasins Leclercq en région HDF
- 600 collaborateurs
- Croissance importante depuis 10 ans : 200 camions quittent le site chaque jour. Réflexions en cours pour diminuer CO2.
- Installation de membranes photovoltaïques sur 6 000 m² en mars 2011. Amortissement sur 7 ans. 1 800 tonnes CO2 économisées.
- Dispositif qui fonctionne avec un minimum d’entretien.
- Communication à l’entrée du bâtiment (production journalière et gains CO2).
- Installation de bornes électriques sur la centrale et les magasins, systèmes de leds, puits de jour, etc.

Monsieur Olivier Tihy, Directeur du Développement, ETIA

- Existe depuis 29 ans mais fonctionne comme une start-up
- Production gaz de synthèse. S’oriente vers hydrogène de synthèse. Applications très variées.
- Cibles : installations qui utilisent encore le charbon
- S’intéresse aussi à la méthanisation. Pyrolyse des boues de step au japon.
- Au départ entreprise artisanale avec aujourd’hui de grandes ambitions.
- Souhaite être concurrentiel avec les énergies fossiles

Monsieur Yann Gourio, Directeur Régional Adjoint, DREAL

- DREAL : responsabilité des installations classées. Pour accompagner les entreprises dans les innovations : anticiper ensemble pour bien envisager les sujets de réglementation
- DREAL bien évidemment partie prenante CTE : dynamique de territoire et accompagnement d’axes thématiques au travers de ses compétences techniques
- Le CTE de la CUA est un prototype au niveau national qui a pour objet d’amplifier la dynamique sur le territoire et donner envie aux autres territoires
- Forme de contractualisation innovante
- Que chacun prenne sa part dans cette aventure
- DREAL accompagnatrice des initiatives en amont (respect réglementation voire modification : simplification, accélération des procédures, etc.)

- Guichet unique entreprises : pouvoir permettre aux entreprises, sur leurs projets d'innovation, d'écologie industrielle territoriale, de s'adresser aux services de l'Etat grâce à un interlocuteur qui permettra de fonctionner en « mode projet » ; c'est ce fonctionnement en « mode projet » qui doit perdurer dans les travaux de mise en œuvre du CTE.

Monsieur Hervé Pignon, Directeur régional ADEME HDF

- Il faut que ça ait du sens
- ADEME avec ses partenaires : chercher à amplifier coûte que coûte
- Animation, sens, entreprises, citoyens
- Sens projet
- Lutte contre le changement climatique : négatif
- Chercher à positiver ; plutôt que « lutte », challenge, défi : rêve ! Dynamique collective de REV3, pas une contrainte
- Ne nie pas les contraintes, cependant il convient de ne pas passer notre temps à se faire peur
- Une approche socio-économique à privilégier : quel boulot, pour qui, comment ?
- Conserver l'argent « à la maison » : circuits courts ...
- Voir le verre à moitié plein pour favoriser cette appropriation
- Tout le monde détient une partie de la réponse
- Construction collective et apports du numérique. Co working
- Collectifs qui existent
- Entreprises, citoyens et collectivités se retrouvent pour avancer. On discute public privé et ça fait sens
- Outils et méthodes
- Différentes échelles, conduite du changement complexe,
- Les collectivités écrivent le destin d'un territoire
- Un des outils : Le COTTRI : révolutionnaire : tester et mettre en œuvre ces contrats d'objectifs co-construits : budget pour que la collectivité puisse tout faire pour atteindre ces objectifs. Objectifs de résultat et non de moyens. 12 COTTRI en Région, dont celui de la CUA.

Echanges avec la salle

Didier MOREL, Habitant SLB citoyen engagé

- Beaucoup d'énergies de la nature, notamment la Scarpe : quelque chose à faire avec les chutes d'eau sur la Scarpe,
- Mai 2017 : projet pour returbiner les eaux de la Scarpe ; Monsieur RAPENEAU lui assure que cette idée est prise en compte

Alice DEVULDER, WPD

- 200 MW en Région
- 17 ETP à Arras pour exploitation de ces parcs
- Quelle est la place de l'éolien dans ce projet ?

Sébastien RIVERA - Fédération nationale des transports routiers

- Pleinement conscience de leurs impacts
- Charte engagement volontaire CO2 – 100 entreprises engagées
- Véhicules (normes euros en 20 ans – 80% émissions), électricité, GNV, écoconduite,

- Besoin d'aide dans cette TE en arrêtant de les taxer
- Poids lourd 99 % des besoins des français

3ème table ronde - Dépasser les craintes et susciter l'adhésion

Monsieur Archimbaud, CNDP et co-animateur de cette table ronde

- TE – ENR suscite beaucoup d'adhésion de la part des citoyens : 80-90 %
- Néanmoins, nombreuses craintes, inquiétudes
- Objections de principe, économique, impacts sociaux et environnementaux : aller au fond de celles-ci

Madame Emmanuelle Latouche, Directrice Adjointe du CERDD

- Les français aiment les ENR en général mais quand < 1 km de chez eux, c'est différent
- Co construire dialoguer : garantie appropriation et pertinence
- Les français ont l'habitude de donner leurs avis sur de plus en plus de choses
- Il y a des craintes, on ne connaît pas bien donc on s'inquiète : Besoin d'être informés
- Croiser les regards autour des projets : source d'enrichissements et d'idées (intérêt concertation). Financement participatif. Fondamental aujourd'hui de ne pas négliger cet aspect.
- Expérimentation en cours : dialogue territorial avec ensemble des parties prenantes pour écoute fine
- Travail sur une Charte de bonnes pratiques de concertation à la demande de M. RAPENEAU. Résultat attendu début juin.
- Lance une formation sur le dialogue territorial le 30 mai à Arras

Citoyens posent des questions de crédibilité :

- Intermittence des ENR
- Nucléaire est une source décarbonée...
- Les coûts baissent, ça coûte cher à l'utilisateur. Qui paie pour qui ? Équité sociale
- Je suis locataire en HLM : qu'est-ce que je peux faire ?
- Etc.

Emplois : rapport qualité prix est positif en termes d'emplois

Explications restent à produire, par chacun

Sagesse populaire nous commande de discuter : objectiver, relativiser

Madame Elise Regnier, Directrice Adjointe de la DDTM

- Création d'un véritable partenariat autour d'un projet
- Capacité à mobiliser très largement
- Partenariat est une vraie force
- Transition = changement
- Discours partagé par l'ensemble des acteurs doit permettre de dépasser ces craintes
- Faire rêver, gommer les craintes individuelles au service d'un projet collectif et de l'intérêt général
- Vision partagée qui fait sens
- Etat partenaire, garant de la réglementation avec volonté simplification (réduire les temps contraints), s'assurer de la concertation engagée par le porteur de projet dès le démarrage, bien en amont du dépôt du dossier administratif. Outils nouveaux : réseaux sociaux, financements participatifs pour impliquer localement. Projet collectif implanté sur un territoire.

Monsieur Archimbaud

- Plus on est en amont, mieux on se porte ! Importance d'être transparent : affichage des critères de choix notamment. Expliquer, négocier, mettre en place un système évaluation,
- Mettre en échec des mauvais projets, pousser les bons et améliorer d'autres.

Madame Jacqueline Istas, Présidente de Nord Nature

- Ce que nous évoquons aujourd'hui l'était déjà en 1980... (elle sort un bulletin Nord Nature de l'époque)
- Bien sûr Nord Nature Arras encourage ces projets et examinera chaque projet concrètement.
- Elle pense qu'il serait bon qu'on développe les potentialités du solaire dans le cadre de ce contrat. Les particuliers qui en ont installé savent que ça marche, même quand le ciel est gris.
- Le solaire ne suscite pas d'hostilité : Vraiment à encourager
- La méthanisation : atout économique, social et environnemental. Une nuance : voir d'où proviennent les produits. Ne pas détourner l'agriculture de sa fonction alimentaire. Déchets, que nous avons intérêt à réduire.
- Transition énergétique et écologique : le gaz produit et le digestat : engrais. Donc attention au contenu des déchets pour ne pas apporter des produits nocifs.
- Emmanuelle LATOUCHE : Une filière se met en place. Nous avons intérêt à éviter les contre exemples

Christophe BERNARD, DGA du Pôle Equilibre, Conseil Régional Hauts-de-France

- La Région n'est pas porteuse directement de projets ENR
- La loi a confié la délimitation d'un cadre : SRADDET biodiversité, climat, air, énergie, déchets aménagement du territoire
- Schéma prescriptif
- Délimiter des objectifs, en lien avec les docs d'urbanisme qui sont en prise directe avec des projets
- Biodiversité et activité agricole : partenaires se mettent autour de la table pour échanger et prendre en compte les attentes de chacun. Rôle d'animation des collectivités. Invite les acteurs à se coordonner.
- Orientations Climat Air Energie nationales à traduire régionalement. Poser un mix énergétique en tenant compte des craintes des citoyens

Madame Brigitte Louis, Directrice déléguée, Caisse des dépôts et consignations

- Accompagner tous les acteurs CTE : crédits ingénierie, prêts, investisseurs + filiales : CDC biodiversité, CDC forestière, CDC mobilité, etc.

Décryptage Monsieur Archimbaud

- Quelles sont les conditions de réussite ?
- Ecouter : toute opposition, interrogation
- Informer de manière positive : gain pouvoir achat au-delà des efforts / contraintes
- Promouvoir la mobilisation citoyenne et les initiatives locales : crédibilité et confiance
- Besoin de stabilité de la part de l'Etat
- Composition du bouquet énergétique : Compromis énergétique, à négocier territorialement
- Une grande sagesse de la part des citoyens et une envie d'un avenir meilleur

Echanges avec la salle

Monsieur Jean-Marie PRESTAUX, Président du Conseil de développement Arras Pays d'Artois

- Gouvernance à mettre en place – Partant pour y être et joueront le jeu à fonds !
- Légitimité par la loi NOTRE et la diversité des membres du Conseil de développement (société civile)
- Sensibilisation des habitants avec des comédiens de manière positive réalisée il y a quelques années
- Il faut positiver : ne pas dire qu'on a peur mais pourquoi on est content
- Isoler son bâtiment, agro-industrie, numérique concernés

Monsieur Thierry SPAS, Vice-Président chargé de l'environnement, CUA

- Projet de TE et E : restauration de la diversité animale et végétale
- Promotion du territoire en termes d'emplois locaux (pépinières, arboriculteurs, entretien et insertion sociale)
- Enjeux sanitaires ; région la moins boisée, la qualité de l'air pose parfois des difficultés
- Captation de CO2, production de biomasse, favoriser les pollinisateurs sauvages : faire émerger activité économique autour de cette renaturation

Madame Hélène DEBERNARDI, Directrice LEGTA

- Remercie la CUA d'associer le LEGTA aux démarches territoriales.
- Formations agricoles, environnement et scientifique ; 550 élèves
- Equipe 130 personnes
- Communauté pour se former mais aussi citoyenne en attente de cohérence (agro-écologie, DD, ...) et on ne peut pas venir à vélo, bâtiments anciens mal isolés, ...
- Essayons de travailler sur ce potentiel humain avec ces jeunes citoyens

Monsieur Damien BRICOUT, Vice-Président environnement de la CC Campagne de l'Artois et du SMAV

- Projet écoconstruction (filiale paille) – bâtiments à rénover : pourquoi pas !
- Biocarburant présente également des potentiels. Variable d'ajustement sur une usine. Produit qui doit être territorialisé. Dans les carburants : mettre des huiles locales et non de l'huile de palme de Malaisie.

Monsieur Hervé PIGNON, Directeur Régional de l'ADEME

- Appropriation, constat collectif : très important ! Il ne s'agit pas d'entrée dans une concurrence territoriale.
- ADEME s'intéresse de plus en plus au bio mimétisme : comment on va pouvoir s'inspirer de la biodiversité. Reste 95% d'intelligence à construire.

Monsieur Pierre Jean COUTANCEAU, Gérant de Gitec Constructions

- Influence des réglementations, notamment urbanisme, est très importante.
- Coûts du foncier : des personnes s'éloignent des cœurs urbains et donc augmentent leurs déplacements
- Préserver ce foncier proche de la ville

Madame Sandrine DELORY, Prospérité fermière

- Livre produits pour SCARPARTOIS, Haägen Dazs
- Vraie conviction RSE : chaudière bois, apporter de la valeur au lait : cahier des charges pour garantir vaches nourries sans OGM. Maintien de 750 ha de pâturage. Construction avec WWF.
- Très fière d'être arrageoise aujourd'hui !

CONCLUSION

Monsieur Fabien SUDRY – Préfet du Pas de Calais

- Témoignages extrêmement convaincants, expressions du public très diverses et encourageantes, bonne augure pour la suite
- Forte attente et adhésion peut être
- Débat, échange et décision publique prise dans la clarté
- Nous avons à poursuivre cette démarche. L'objectif est aussi de la compléter. Trouver le bon équilibre : mix, bouquet pour favoriser cette transition énergétique et écologique, facilité par des regards croisés
- Services de l'Etat pour favoriser les choses : articulations et cohérences avec engagements internationaux.
- Trouver les bons équilibres en passant par l'expérimentation
- L'Etat s'est organisé pour être efficace, accompagnateur et souhaite que ça soit le cas jusqu'au bout.
- Il nous faudra faire vivre ensemble cette démarche qui semble bien partie

Monsieur Philippe RAPENEAU, Président de la Communauté urbaine d'Arras

- On bouscule le protocole (s'exprime après le Préfet), mais on bouscule aussi les choses sur l'arrageois
- Remerciements au Préfet et services de l'Etat, la CNDP, Philippe VASSEUR, acteurs présents, intervenants, équipes CUA et particulièrement à Gaëtan LECHANTOUX.
- Reste sujets à affiner cependant il a bon espoir d'être dans les 1ers à contractualiser
- Elargissement souhaité aux collectivités du SCOTA
- Les milieux économiques, l'Hôpital, Ingrédia, ... ont envie de s'engager
- Il nous faudra évaluer la qualité du travail chaque année
- A mi-parcours, un échange de ce type sera organisé
- Au de l'aspect financier, un état d'esprit ainsi que la méthode nous guideront
- Argent à allouer quand on fait vraiment les choses
- Réponses aux questions posées par la salle :
- Hydroélectricité : les travaux vont démarrer en 2019
- Eolien : pas opposition sur le territoire. Porteurs privés. Pas que le grand éolien, éolienne urbaine d'Unéole. Il faut de tout.
- Rendement plus faible et coûts de raccordement. Besoin soutien de la CRE

Il termine par une citation :

« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ». Guillaume d'ORANGE-NASSAU.